

Revue d'histoire maritime

33

RHM33 · Chronique · Sous le sceau du secret. Les coopérations internationales... · Agathe Couderc
ISBN 979-10-231-3867-2

Une mise en connexion du monde
Paquebots et grandes lignes maritimes
(XIX^e-XX^e siècles)

Revue
d'histoire
maritime

Dirigée par
Olivier Chaline
& Mathias Tranchant

n° 33
Une mise en connexion
du monde

Jean-François Klein,
François Drémeaux
& Thomas Vaisset (dir.)

La propulsion à vapeur prend son essor au cours du XIX^e siècle et bouleverse les conditions de la navigation commerciale. Elle permet le développement de grandes compagnies maritimes qui tranchent radicalement avec ce qui existait auparavant. En quelques décennies, la révolution de la vapeur participe à une nouvelle forme de mise en connexion du monde dont les paquebots et les grandes lignes maritimes sont tout autant les vecteurs que les acteurs.

Il convenait donc que la *Revue d'histoire maritime* revienne sur cette histoire d'autant que de récents travaux commencent à modifier l'approche que l'on avait de ces phénomènes. Cette thématique de la mise en connexion du monde par l'intermédiaire des paquebots et des lignes maritimes est ici saisie à l'aune des problématiques de l'histoire culturelle, de l'histoire de la colonisation et de l'histoire (trans-)impériale.

Depuis plus de vingt ans, la *Revue d'histoire maritime* met en lumière la recherche des historiens du monde entier sur l'histoire des relations que les hommes ont entretenues, siècle après siècle, avec les mers et les océans.

Revue d'histoire maritime

33

Une mise en connexion du monde
Paquebots et grandes lignes
maritimes (XIX^e-XX^e siècles)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2023

ISBN : 979-10-231-0740-1

Mise en page d'Emmanuel Marc Dubois/3d2s (Issigeac/Paris)

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

Revue dirigée par Olivier Chaline & Mathias Tranchant

Depuis le début de 2006, la *Revue d'histoire maritime* paraît deux fois l'an, au printemps et à l'automne. Les numéros comportent un dossier thématique.

Le précédent numéro (31-32) était consacré aux « Musées maritimes et identités ».

Le prochain numéro (34) aura pour thème « Mer et migrations ».

Comité scientifique

Pascal Arnaud, commissaire général Vincent Campredon, Olivier Chaline, Olivier Forcade, Jean-François Klein, Jean-Marie Kowalski, Magali Lachèvre, Caroline Le Mao, Sylviane Llinares †, Sylvia Marzagalli, Christophe Prazuck, Mathias Tranchant, Thomas Vaisset.

Secrétariat de rédaction

Agathe Couderc, Mathieu Feunteun, Alexandre Jubelin, Claire Laux, Pierre Le Bot, Caroline Le Mao (comptes rendus)

Le courrier est à adresser à
Olivier Chaline
Sorbonne université
1 rue Victor Cousin
75230 Paris cedex 05

Les ouvrages à recenser sont à adresser à
Caroline Le Mao
université Bordeaux-Montaigne
UFR d'Histoire
33607 PESSAC cedex

Sommaire

Éditorial.....	6
Olivier Chaline	

UNE MISE EN CONNEXION DU MONDE.

PAQUEBOTS ET GRANDES LIGNES MARITIMES, XIX^e-XX^e SIÈCLES

Une mise en connexion du monde. Paquebots et grandes lignes maritimes, XIX ^e -XX ^e siècles.....	11
Jean-François Klein, François Drémeaux & Thomas Vaisset	
L'alimentation des migrants européens à bord des navires transatlantiques, première moitié du XIX ^e siècle.....	17
Jean-Baptiste Schneider	
Relier les antipodes : la ligne d'Australie et de Nouvelle-Calédonie de la Compagnie des Messageries maritimes.....	33
Marie-Françoise Berneron-Couvenhes	
La transformation mondialisée de La Ciotat dans la deuxième moitié du XIX ^e siècle : les Messageries maritimes comme trait d'union impérial.....	53
Kalliopi Vasilaki	
Compétition en Méditerranée occidentale : Port-Vendres, Cette et la question du service maritime postal en direction de l'Algérie (1870-1893).....	73
Philippe Lacombrade	
Les marins coloniaux employés par les compagnies maritimes impériales britanniques (1860-1945).....	89
Justine Cousin	
Les Messageries maritimes au-delà de Suez au début du XX ^e siècle : luttres syndicales et souveraineté dans les zones grises de l'Empire français.....	107
Charles Bégué Fawell	
Une traversée de l'océan Pacifique sous tension : les engagés sous contrat vietnamiens à bord du <i>Saint-François-Xavier</i> (1922-1927).....	123
Sarah Mohamed-Gaillard	
Le personnel du <i>France</i> : une aventure transatlantique.....	137
Anthony Fournier	
MARCOMO, un nouveau projet au service de l'histoire des marines marchandes.....	155
François Drémeaux & Thomas Vaisset	

VARIA

Journaux de campagne et <i>logbooks</i> au temps de la guerre d'Indépendance américaine	
1. Les journaux français	165
Olivier Chaline	
2. Les <i>logbooks</i> britanniques	179
Richard Harding	
3. Croisons les sources	189
Olivier Chaline	
Le premier <i>cuirassé</i> japonais – le <i>Stonewall</i> – et la guerre civile japonaise de 1868-1869	197
Éric Seizelet	

CHRONIQUE

Sous le sceau du secret. Les coopérations internationales des Chiffres britannique et français, militaires et navals pendant la première guerre mondiale	223
Agathe Couderc	

COMPTES RENDUS

Caroline Le Mao & Claire Steimer (dir.), <i>Le Sud-Ouest aquitain, la mer et l'outre- mer</i> , Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 2022, 275 p.	235
Frédéric Mantiene, <i>Marins et protestantisme à La Tremblade et environs (XVI^e-XVIII^e siècle)</i> , Paris, Les Indes savantes, 2 ^e éd. revue et augmentée, 2022, 230 p.	238
Éric Schérer, <i>Les Marins français 1789-1830. Étude du corps social et de ses uniformes</i> , Paris, Bernard Giovanangeli éditeur/ musée national de la Marine, 2021, 255 p.	239

Chronique

POSITION DE THÈSE

SOUS LE SCEAU DU SECRET.
LES COOPÉRATIONS INTERNATIONALES DES CHIFFRES
BRITANNIQUE ET FRANÇAIS, MILITAIRES ET NAVALS
PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Agathe Couderc
Sorbonne Université, UMR SIRICE

223

Thèse préparée à Sorbonne Université sous la direction du professeur Olivier Forcade et soutenue en Sorbonne le 2 décembre 2022 devant un jury composé, outre du directeur, des professeurs Julie d'Andurain, Pascal Griset, Peter Jackson, Sébastien-Yves Laurent et Philippe Nivet.

Science des écritures secrètes très prisée à l'époque moderne, la cryptologie connaît un nouvel engouement à la fin du XIX^e siècle, lorsque les progrès techniques dans le domaine des communications à distance rendent les émissions télégraphiques et téléphoniques vulnérables à l'interception. Tandis que les forces armées de nombreux États s'emparent du sujet de la télégraphie sans fil (dite TSF), dont certaines font un monopole étatique, toutes ne s'intéressent pas immédiatement à la cryptologie : la France est pionnière en la matière.

Cette spécialité est une science du secret à deux niveaux. En créant des codes (transformation mot par mot) et des chiffres (caractère par caractère), sa branche cryptographique garantit la protection des secrets en dissimulant le contenu de messages pouvant être interceptés. La branche cryptanalytique cherche à l'inverse à casser les codes et chiffres d'autres États, pour percer leurs secrets. À ce titre, la cryptologie appartient à une orientation du renseignement qui émerge au cours de la première guerre mondiale : le renseignement technique. Les activités du Chiffre, nom donné aux services chargés de travaux cryptologiques, sont doublement placées sous le sceau du secret.

Étudier la place des services du Chiffre français et britanniques au sein de l'alliance franco-britannique donne un nouvel éclairage sur la coopération entre des forces armées alliées, notamment dans la construction progressive

d'une confiance mutuelle entre des États à l'alliance récente. Elle permet aussi d'interroger la circulation des savoirs sensibles et les échanges de données secrètes, d'autant plus critiques en pleine guerre que leur fuite aurait pu alerter l'ennemi sur les capacités du camp franco-britannique, restreindre une source précieuse de renseignements, voire entraver la victoire finale du camp de l'Entente.

224 Cette thèse est centrée sur les services du Chiffre français et britanniques de la Grande Guerre au sein des départements militaires et navals. Côté français, il s'agit de la section du Chiffre du cabinet du ministre de la Guerre, de celle du Grand Quartier général (GQG), des équipes de Chiffre aux armées, ainsi que des sections de l'État-Major général de la Marine : la 1^{re} Section pour l'attaque des systèmes ennemis ; la 3^e Section pour la protection des communications navales. Côté britannique, les services sur lesquels nous concentrons notre analyse sont le Chiffre de l'Admiralty, aussi appelé Room 40 et ID25, le Chiffre du War Office, d'abord MO5(e) puis passé à la postérité comme MI1(b), ainsi que les structures analogues déployées au cours du conflit dans la Royal Navy et les Forces expéditionnaires britanniques. Explorer l'évolution et les relations de ces services avant, pendant et après la guerre fait ressortir différentes temporalités et différents objectifs prioritaires, tant dans leur constitution, leur emploi que dans leur pérennisation. Ce faisant, cette thèse fait apparaître une analyse de l'institutionnalisation d'une certaine forme du secret d'État au sein des forces armées, et son accélération voire son renforcement pendant la première guerre mondiale.

SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Les fonds employés pour mener cette étude sont en majorité français et britanniques, conservés au Service historique de la défense (SHD) à Vincennes, aux National Archives (TNA) à Kew, à l'espace Ferrié – musée des Transmissions (EF) à Cesson-Sévigné, ou au Churchill Archives Centre (CHAR) à Cambridge. Ces documents sont issus des administrations des armées et marines françaises et britanniques. Dans ce corpus, de nombreux ordres, circulaires, règlements, notes et rapports côtoient un ensemble conséquent de télégrammes interceptés, pour la plupart décryptés et traduits en français ou en anglais. Le grand nombre de ces derniers documents et l'estampillage *chiffré* récurrent sur les télégrammes échangés par les services militaires et navals attestent d'un recours intense à la cryptographie pour des messages qu'on estimait suffisamment cruciaux pour les soumettre au secret. S'ajoutent à cela des dictionnaires de codes ennemis conservés à des fins de recherche, et quelques carnets d'instruction pour le chiffrement des communications des forces de l'Entente, plus épars, parce que souvent détruits lorsqu'ils étaient remplacés. Leur nombre réduit, ainsi

que celui, limité, de cahiers de travail et de recherche pour la cryptanalyse des messages ennemis, relève d'un choix volontaire des membres du Chiffre de la Grande Guerre, que le corpus illustre. La rareté de ces documents dans les fonds du Chiffre et l'absence presque totale de brouillons de chiffrement et de déchiffrement, à une époque où ces opérations se faisaient manuellement, s'expliquent par la diffusion d'une pratique de dissimulation qui impliquait de les détruire par le feu. Cela souligne le respect de l'impératif du secret relatif au Chiffre au cours de la Grande Guerre.

Pour recouper ce corpus administratif, de nombreux souvenirs ont également été mobilisés, manuscrits comme imprimés. Nous avons ainsi eu recours aux mémoires de personnalités célèbres de la Grande Guerre, généraux ou hommes politiques, comme d'acteurs de l'ombre, anciens des services du Chiffre. Quelques correspondances sont aussi utilisées. La distance chronologique qui sépare ces documents privés des événements relatés oblige à prendre les précautions habituelles face aux écrits mémoriels, mais leur existence illustre la levée progressive du sceau du secret sur les activités des services du Chiffre de la Grande Guerre.

D'autres lacunes subsistent dans le corpus. Les plus anciennes ont été provoquées par le tri conscient des archives du Chiffre à l'issue de la première guerre mondiale. Une seconde vague de disparitions remonte à 1939-1940 : elle concerne certains documents, volontairement détruits avec d'autres dossiers secrets par les Français au début de la seconde guerre mondiale, de façon à éviter leur saisie par les troupes allemandes ; ceux réduits en cendres par des bombardements, comme à Londres ; d'autres, saisis et transférés à Berlin, puis à Moscou, dont les mouvements ont bouleversé le classement, causé l'égarement de chemises, voire retardé leur restitution au début du XXI^e siècle.

Notre méthode d'analyse est en grande partie qualitative et a cherché le plus possible à recouper des documents de même nature et de teneur similaire les uns avec les autres, de façon à établir une peinture claire de la situation au sein de ces services secrets et de creuser la comparaison au maximum. Pour ce faire, nous avons veillé à réunir un volume documentaire aussi conséquent côté français que côté britannique, de façon à garantir un égal traitement des différents services du Chiffre de l'Entente. Un tel corpus n'a néanmoins pas permis de comparer systématiquement tous les types de documents, en raison des lacunes évoquées ci-dessus. Certains thèmes traités par les archives françaises n'ont ainsi pas d'équivalent côté britannique, et l'inverse se vérifie également, ce qui a amené à quelques études de cas ciblées sur un pays plutôt que sur l'Entente en général. Une approche quantitative a permis d'illustrer le recours croissant aux systèmes cryptographiques, et l'augmentation progressive des échanges secrets entre Britanniques et Français. Grâce à elle, nous avons aussi pu identifier les phases de croissance successives des effectifs des Chiffres de l'Entente.

ENJEUX

Cette thèse s'organise autour de deux principaux axes de recherche.

Le premier axe est comparatif et a trait à la création et à la structuration des services du Chiffre militaires et navals français et britanniques. Il a pour but de mettre en regard la mise en place de ces services, les modes de recrutement de leurs effectifs, les moyens techniques ainsi que leurs méthodes de travail. Il implique de clarifier la place des Chiffres français et britannique dans la hiérarchie des forces armées et des ministères, mais aussi d'établir l'organisation interne de ces services, horizontale et verticale, et ses éventuelles adaptations au cours de la guerre. L'intégration de ces unités dans les circuits relatifs aux communications et aux échanges de renseignements entre services spécialisés est également étroitement étudiée, de façon à apprécier pleinement les spécificités du renseignement britannique et français. Une attention particulière est apportée aux aspects plus concrets des conditions de travail propres au Chiffre : la durée d'emploi de ses membres, le nombre et la taille des pièces occupées par les différentes équipes du Chiffre, la variété et la qualité des liaisons humaines et matérielles avec les autres services chargés de la diffusion des messages, du recoupement des renseignements, et de la prise de décision opérationnelle et politique. Cet axe institutionnel vise donc à expliquer la constitution d'équipes spécialisées dans la cryptologie au sein des services des armées et marines françaises et britanniques. Ce faisant, il illustre plus précisément les modalités de l'émergence du renseignement technique en France et au Royaume-Uni, pendant la première guerre mondiale.

226

Le second axe s'intéresse à la mise en place d'une coopération secrète entre les Chiffres français, britannique et leurs alliés, tant dans le domaine de la confection des codes et de systèmes de chiffrement communs que dans l'échange de renseignements issus des interceptions et des décryptements de messages ennemis. Ces deux missions relevant du secret, il convient de s'interroger sur la manière dont Français et Britanniques font coïncider le besoin de garantir la confidentialité de leurs découvertes nationales avec celui d'échanger des informations secrètes qui pourraient bénéficier à leur allié et permettre de sortir victorieux de ce conflit mondial. Cela implique d'analyser les principes de confiance, de circulation, de partage, c'est-à-dire de mise en réseau des connaissances d'un État avec l'autre, et d'examiner en détail tant la fréquence des échanges que la nature exacte des données partagées. Les Chiffres français et britannique sont distincts par bien des aspects, mais ils travaillent ensemble au cours de la Grande Guerre, et même avant qu'elle n'éclate. Cette thèse cherche donc à mettre en lumière les vecteurs des échanges, autant les hommes et femmes impliqués dans ces travaux communs, que les savoirs qui sont transférés, et les moyens et les lieux de mise en commun. Même si les échanges à distance sont privilégiés, souvent sous forme de notes secrètes ou confidentielles,

il est indispensable de ne pas négliger l'importance des voyages, même brefs, et des visites que se rendent les alliés, pour l'établissement d'une relation confiante et généreuse. Cette thèse vise également à préciser la chronologie de cette coopération, qui connaît des à-coups et nécessite un temps d'apprentissage du fonctionnement de l'allié. En opposant la coopération franco-britannique aux autres coopérations avec les Chiffres russe, italien et américain, nous voulons aussi mesurer pleinement la part que le Royaume-Uni et la France accordent à leur coopération bilatérale, en termes d'échanges de renseignements et de compétences cryptologiques.

RÉSULTATS ET ARTICULATION DU PLAN

Cette thèse a pour ambition principale d'éclairer la coopération en situation de coalition entre des services de renseignement, coopération dont la réussite dépend de la discrétion de ces derniers. Pour préciser les contours de cette spécialité au sein des forces armées de la première guerre mondiale ainsi que ceux de la coopération secrète entre de tels services, nous avons fait le choix d'une étude qui couvre la période allant de l'entrée en guerre jusqu'à la sortie de guerre, au-delà des repères classiques de 1914-1918.

La première partie de ce travail prend racine dans les années de préparation et d'entrée en guerre. Dès 1883, les ouvrages et articles portant sur les écritures secrètes se multiplient en France, en parallèle avec les recherches relatives aux nouvelles techniques de communication. Dans les années 1890, le ministère de la Guerre se penche plus précisément sur la question et met en place une première commission de cryptographie militaire, avant de créer une structure interministérielle chargée du même sujet au début du *xx*^e siècle. Il faut attendre 1912 pour qu'une section du Chiffre soit créée au cabinet du ministre de la Guerre. Le ministère de la Marine constitue également un bureau chargé de chiffrer et de déchiffrer le courrier du cabinet du ministre. Ces services d'avant-guerre sont officiellement chargés de la protection des communications de l'Armée et de la Marine françaises. Le travail de recherche face aux systèmes de chiffrement étrangers est secondaire et avance de manière sporadique, selon la disponibilité très limitée de leurs membres. Au Royaume-Uni, les structures qui sécurisent les communications de la British Army et de la Royal Navy sont créées ponctuellement, pour répondre aux besoins d'un conflit spécifique, comme c'est le cas par exemple avec la seconde guerre des Boers (1899-1902). La seule structure pérenne créée par les Britanniques avant-guerre est le Bureau de Simla, dans l'Inde britannique. Sa création en 1906 coïncide avec l'accroissement des tensions avec les Russes, dont Simla doit surveiller les communications.

L'entrée en guerre en août 1914 provoque un sursaut pour le Chiffre : les Britanniques créent des services spécialisés en cryptologie à l'Admiralty et au War

Office, ainsi que dans le General Headquarters (GHQ) de la Force expéditionnaire britannique en France, tandis que les Français constituent des équipes du Chiffre au sein des armées françaises. Les recrues sont d'abord issues des cercles de connaissances plus ou moins proches, parfois formées à la cryptographie ; dès les premières semaines du conflit, le Chiffre privilégie surtout le recrutement de personnes qui parlent allemand. Ces nouveaux services peinent néanmoins à définir leur périmètre d'action et entrent parfois en conflit avec des services plus anciens, comme les transmissions. Leurs difficultés sont également liées au fait que le reste des forces armées considère l'obligation de chiffrer des messages annonçant des manœuvres qui devraient être secrètes comme une perte de temps. Le faible poids des Chiffres dans un tel débat s'explique notamment par leurs effectifs restreints, de part et d'autre de la Manche, puisqu'ils dépassent rarement la dizaine de membres, et par le fait qu'ils sont surtout présents au sein des bureaux d'état-major, à l'écart des combats.

228

Avant-guerre, la France et le Royaume-Uni n'ont ni la même utilisation ni les mêmes ambitions pour le Chiffre. Ils s'accordent toutefois sur l'utilité de construire des codes communs pour garantir la sécurité de leurs communications en cas de guerre, lors des discussions secrètes d'état-major des années 1910. De façon presque surprenante, la coopération franco-britannique dans le domaine de la cryptanalyse est plutôt féconde dans les premiers mois de la guerre, grâce à un très bon contact entre l'officier du Chiffre de la Mission militaire française auprès de l'Armée britannique et l'officier du Chiffre du GHQ. Jusqu'à l'hiver 1914, ce sont surtout les Français qui transmettent aux Britanniques la plupart de leurs découvertes sur les systèmes de chiffrement allemands sur le front de l'Ouest. Les membres du Chiffre du War Office prennent bientôt le pli et peuvent rendre la pareille à partir de novembre 1914 de façon ponctuelle, dans un climat d'échanges fructueux. En novembre 1914, des fuites dans la presse britannique et française, qui révèlent les capacités de l'Entente à intercepter et casser les systèmes allemands, fragilisent néanmoins ce premier élan. En effet, elles poussent à renforcer les mesures propres au secret du Chiffre, à tous les échelons des forces armées alliées. La coopération en matière de renseignement se poursuit, mais sous une forme plus timide.

Le deuxième temps de cette thèse s'attache à étudier la place du Chiffre dans la coalition constituée par le Royaume-Uni, la France et leurs alliés, de 1915 jusqu'à la fin de la guerre. Le premier constat relève la croissance exponentielle de tels services au cours du conflit : de quelques membres au début de la guerre, les services du Chiffre en comptabilisent parfois une petite centaine au moment de l'armistice. Ces services se multiplient également au sein des forces armées, comme la section de cryptanalyse mise en place au sein de l'État-Major général de la Marine française début 1916. Il faut néanmoins souligner une différence majeure entre les services français et les services britanniques : le recrutement, par les seconds, d'un nombre conséquent de femmes à partir de 1916. Elles sont nombreuses à assurer des travaux de secrétariat et

de transcription des textes décryptés à l'Admiralty et au War Office, mais une portion d'entre elles est également associée aux travaux de cryptanalyse, tout particulièrement dans le Chiffre du War Office. Quelques-unes vont même travailler à ces fins au sein de la Force expéditionnaire britannique en France. En parallèle des combats, un des enjeux relatifs au personnel du Chiffre est de fixer ces effectifs de manière durable et selon les années, cet objectif est plus ou moins bien rempli.

La croissance des services du Chiffre se vérifie également à travers leur répartition géographique de plus en plus vaste, et de plus en plus éloignée du seul front de l'Ouest. La multiplication des sections du Chiffre se traduit par un mouvement qui le rapproche du front, dans une volonté de mieux protéger les communications télégraphiques et téléphoniques des unités de l'avant. Nous assistons en parallèle à un mouvement d'élargissement, qui diffuse les pratiques de chiffrement des messages nationaux et alliés, et parfois même celles d'attaque des systèmes ennemis, sur des fronts de plus en plus distants de Londres et de Paris.

Cette amplification du périmètre du Chiffre s'explique par une modification des mentalités vis-à-vis de cette spécialité, d'abord chez les commandants, puis chez les soldats et marins qui veillent au bon chiffrement des communications. Avec l'expansion sur le front et sur la carte, l'idée germe que des communications étroitement sécurisées sont indispensables pour garantir le bon fonctionnement du Chiffre. Une telle évolution est le fruit d'un long effort de pédagogie, parfois coercitive, de la part des services du Chiffre pour faire intégrer à l'ensemble des forces armées l'utilité de procédés qui, au début de la guerre, semblaient n'être bons qu'à faire perdre du temps, lequel était alors particulièrement précieux. L'année 1916 semble être une date charnière dans ce basculement des mentalités. Outre le rapprochement du Chiffre des troupes de l'avant, la stagnation des unités dans les tranchées, la réduction du sentiment d'urgence lors d'une guerre de positions, et la prise de conscience plus grande des capacités d'écoute de l'ennemi ont sans doute également favorisé l'intégration de la nécessité de chiffrer et coder les communications nationales et interalliées. Ce mouvement provoque aussi l'amplification du recours à de tels systèmes.

La lucidité des alliés quant aux compétences en termes de renseignement technique des ennemis vient des découvertes des services du Chiffre de l'Entente. Ces services gagnent en compréhension du principe même de cryptanalyse et recrutent toujours plus d'esprits brillants et affûtés dans leurs rangs pour mener la charge intellectuelle contre les codes et chiffres ennemis. La pérennité de l'alliance franco-britannique dans le conflit et les contacts prolongés entre les chefs des services de renseignement alliés, mais aussi entre les experts cryptologues eux-mêmes, permet de tisser une solide relation de confiance, favorisant les échanges d'informations variées. Pendant la première moitié de la guerre, du fait de l'inexistence d'un service du Chiffre à proprement parler au sein de la Marine française, les partages de renseignements

navals se font essentiellement entre l'Admiralty et le Chiffre du ministère de la Guerre. En 1916, les circulations se distinguent entre armes similaires, le Chiffre de la Guerre échangeant avec celui du War Office, tandis que celui de l'Admiralty privilégie le contact avec le Chiffre du ministère de la Marine, nouvellement créé. Elles restent néanmoins interarmes à l'échelon national, notamment dans des secteurs plus éloignés des capitales. Fin 1917, la coopération interalliée transcende de nouveau les limites d'armes et est particulièrement fructueuse jusqu'à la fin de la guerre, d'autant plus lorsqu'elle intègre à ses échanges les services du Chiffre des États-Unis, privilégiés par rapport aux autres alliés de l'Entente.

La troisième partie de la thèse correspond à la sortie de guerre et débute avec la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. L'arrêt des combats ne provoque pas le démantèlement immédiat des structures du Chiffre du temps de guerre. Une réflexion similaire émerge chez les Britanniques et chez les Français quant au secret qu'il est nécessaire de maintenir sur leurs activités, nationales comme interalliées, malgré le retour de la paix. Se pose également la question de la reconnaissance qu'il faudrait accorder aux personnes dont le travail acharné a contribué à la victoire finale, en garantissant le secret des communications nationales ou alliées, ou en renseignant l'Entente sur les projets ennemis. Côté français, les récompenses et les décorations sont assez nombreuses pour les membres du Chiffre et des lettres de félicitations sont même adressées aux plus brillants d'entre eux. Les mentions explicitant les actes salués sont néanmoins particulièrement rares. Côté britannique, le secret conditionne davantage les éventuelles distributions de récompenses, à tel point que le nombre de membres du Chiffre de l'Admiralty et du War Office décorés à l'issue de la guerre ne dépasse pas la dizaine.

Une telle différence s'explique en partie par le devenir des membres et des services du Chiffre après l'armistice. Les effectifs français baissent rapidement, en lien avec la démobilisation des réservistes, qui étaient nombreux dans les rangs du Chiffre. Cela entraîne une refonte des Chiffres de l'Armée et de la Marine, qui sont dès lors explicitement rattachés aux services de renseignement de ces armes. Côté britannique, la démobilisation engendre également une diminution des effectifs des Chiffres du War Office et de l'Admiralty, mais quelques dizaines de membres, dont une majorité de civils, rejoignent un service du Chiffre interministériel créé en 1920 : la Government Code and Cypher School, d'abord établie sous l'autorité de l'Admiralty, avant de passer sous celle du Foreign Office en 1923. Ces phénomènes de sortie de guerre coïncident avec une réorientation des préoccupations prioritaires, non plus commune mais nationale. Ce fait est illustré par les tentatives des Français et des Britanniques de décrypter les communications de leur ancien allié pendant l'entre-deux-guerres, comme celles d'autres États étrangers.

Après l'armistice, le secret est renforcé pour empêcher d'éventuelles fuites d'informations sensibles. Les membres des Chiffres français et britannique

respectent en grande partie cet impératif, mais le secret commence à s’effriter dès les années 1920. Les indiscretions de certains anciens chefs de section du Chiffre provoquent involontairement une prise de conscience, chez les Allemands, de la vulnérabilité de leurs systèmes cryptographiques du temps de guerre, ce qui accélère la mécanisation de leur Chiffre militaire et naval dès 1925. Après la seconde guerre mondiale, le verrou mis sur les actions des décrypteurs saute et ceux qui sont encore en vie dévoilent plus largement leurs actions et honorent la mémoire de leurs anciens camarades de luttes secrètes.

Les services du Chiffre français et britanniques, quoique consolidés pendant la même période, elle-même cruciale pour l’évolution du renseignement militaire et naval, ne se ressemblent pas trait pour trait. Les services britanniques, conçus en temps de guerre, ont immédiatement une fonction bien plus offensive que les services français, mis en place dans le temps de paix. Leur structure, leur dispersion et leur place dans la hiérarchie sont également tributaires des spécificités propres à ces deux États. Les Chiffres français et britannique sont redoutablement efficaces tout au long de la guerre, la France étant en tête dans le domaine de la cryptanalyse, tandis que le Royaume-Uni est à la pointe en termes d’interception.

La coopération des Chiffres français et britannique pendant la première guerre mondiale fluctue selon des facteurs internes (relations interpersonnelles et interservices, ou état des recherches cryptanalytiques) et externes (fuites dans la presse, ou mesures prises par la hiérarchie militaire ou politique pour faire respecter leur secret). Malgré ces variations, les échanges de renseignement issus des activités du Chiffre sont plus forts, plus denses, et plus constants à la fin de la guerre que dans les premiers mois du conflit. Cette coopération secrète franco-britannique est privilégiée par ces deux États, ce qui est manifeste quand on compare le flux d’échanges à celui établi avec la Russie ou l’Italie. Cela s’explique par des liens de confiance et d’estime mutuelle plus ou moins forts : les Britanniques se méfient des Italiens qu’ils ne veulent pas trop instruire en cryptanalyse, alors que les Français sous-estiment largement les capacités des services russes pendant la majeure partie de la guerre. Il n’y a peut-être que les services du Chiffre des États-Unis qui sont traités de la même façon par les Britanniques et les Français, avec confiance et générosité, dès l’entrée en guerre des Américains. En effet, une véritable coopération tripartite est établie, où la circulation forte des renseignements entre les Chiffres militaires des trois États sur le front de l’Ouest s’explique aussi par la volonté de l’Entente de mettre rapidement son allié américain en état de le seconder et de participer activement à ces échanges d’éléments propres au renseignement technique. Néanmoins, même la coopération avec les États-Unis ne supprime pas celle qui a été tissée dans l’ombre entre les Britanniques et les Français pendant la guerre.

HISTOIRE MARITIME

collection dirigée par Olivier Chaline

Vous pouvez retrouver à tout moment l'ensemble des ouvrages
parus dans la collection « Histoire maritime »
sur le site internet de Sorbonne Université Presses :

<http://sup.sorbonne-universite.fr/>

Le Marin, la carte et l'ingénieur
La carte nautique et ses usages (1830-1880)
Isabelle Delumeau

Dictionnaire historique des institutions maritimes et littorales de la France
Jörg Ulbert, Christophe Cérino & Jean-Baptiste Bruneau (dir.)
avec la coll. de Gérard le Bouëdec

L'Amiral de Grasse et l'Indépendance américaine
Commander en opérations
Olivier Chaline & Jean-Marie Kowalski (dir.)

Les Arsenaux de la Marine
Du XVI^e siècle à nos jours
Caroline Le Mao (dir.)

La Real Armada
La Marine des Bourbons d'Espagne au XVIII^e siècle
Olivier Chaline & Augustin Guimerá Ravina

Les Marines de la guerre d'Indépendance américaine
1763-1783
tome I. L'Instrument naval
tome II. L'Opérationnel naval
Olivier Chaline, Philippe Bonnichon & Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

La Maritimisation du monde
de la préhistoire à nos jours
GIS d'histoire maritime

L'Approvisionnement des villes portuaires en Europe
du XVI^e siècle à nos jours
Caroline Le Mao & Philippe Meyzie (dir.)

La Naissance d'une thalocratie
Les Pays-Bas et la mer à l'aube du Siècle d'or
Louis Sicking

La Piraterie au fil de l'histoire
Un défi pour l'État
Michèle Battesti (dir.)

Le Voyage aux terres australes du commandant Nicolas Baudin
Genèse et préambule
1798-1800
Michel Jangoux

Les Ports du golfe de Gascogne
De Concarneau à la Corogne
XV^e-XX^e siècle
Alexandre Fernandez & Bruno Marnot (dir.)

Les Grands Ports de commerce français et la mondialisation
au XIX^e siècle
Bruno Marnot

Les Huguenots et l'Atlantique
Pour Dieu, la Cause ou les Affaires
Mickaël Augeron, Didier Poton et Bertrand van Ruymbeke (dir.)
Préface de Jean-Pierre Poussou

Négociants et marchands de Bordeaux
De la guerre d'Amérique à la Restauration
1780-1830
Philippe Gardey
Préface de Jean-Pierre Poussou

La Compagnie du Canal de Suez
Une concession française en Égypte
1888-1956
Caroline Piquet

Les Villes balnéaires d'Europe occidentale
du XVIII^e siècle à nos jours
Yves Perret-Gentil, Alain Lottin & Jean-Pierre Poussou (dir.)

La France et l'Indépendance américaine
Olivier Chaline, Philippe Bonnichon & Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

Les Messageries maritimes
L'essor d'une grande compagnie de navigation française
1851-1894
Marie-Françoise Berneron-Couvenhes

Canadiens en Guyane
1745-1805
Robert Larin
Prix de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 2006

La Mer, la France et l'Amérique latine
Christian Buchet & Michel Vergé-Franceschi (dir.)

Sous la mer
Le sixième continent
Christian Buchet (dir.)

Les Galères au musée de la Marine
Voyage à travers le monde particulier des galères
Renée Burlet

La Grande Maîtresse, nef de François I^{er}
Recherches et documents d'archives
Max Guérout & Bernard Liou

À la mer comme au ciel
Beautemps-Beaupré et la naissance de l'hydrographie moderne
L'émergence de la précision en navigation et dans la cartographie marine
1700-1850
Olivier Chapuis
Prix de l'Académie de marine, 2000
Grand prix de la Mer décerné par l'association
des écrivains de langue française, 2000

Les Marines de guerre européennes
XVII^e-XVIII^e siècles
Martine Acerra, José Merino & Jean Meyer (dir.)

Six millénaires d'histoire des ancres
Jacques Gay

Coligny, les protestants et la mer
1558-1626
Martine Acerra & Guy Martinière (dir.)

« BIBLIOTHÈQUE DE LA REVUE D'HISTOIRE MARITIME »

La Vie et les travaux du chevalier Jean-Charles de Borda (1733-1799).
Épisode de la vie scientifique du XVIII^e siècle
Jean Mascart

REVUE D'HISTOIRE MARITIME

Dirigée par Olivier Chaline & Matias Tranchant

- 31-32. *Musées maritimes et identités*
30. *Les villes portuaires entre pouvoirs et désordres (vers 1650-vers 1815)*
29. *Le ballast: pratiques et conséquences*
28. *Sortir de la guerre sur mer*
27. *Mer et techniques*
26. *Financer l'entreprise maritime*
25. *Le Navire à la mer*
24. *Gestion et exploitation des ressources marines de l'époque moderne à nos jours*
- 22-23. *L'Économie de la guerre navale, de l'Antiquité au XX^e siècle*
21. *Les Nouveaux Enjeux de l'archéologie sous-marine*
20. *La Marine nationale et la première guerre mondiale: une histoire à redécouvrir*
19. *Les Amirautés en France et outre-mer du Moyen Âge au début du XIX^e siècle*
18. *Travail et travailleurs maritimes (XVIII^e-XX^e siècle). Du métier aux représentations*
17. *Course, piraterie et économies littorales (XV^e-XXI^e siècle)*
16. *La Puissance navale*
15. *Pêches et pêcheries en Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours*
14. *Marine, État et Politique*
13. *La Méditerranée dans les circulations atlantiques au XVIII^e siècle*
12. *Stratégies navales: l'exemple de l'océan Indien et le rôle des amiraux*
- 10-11. *La Recherche internationale en histoire maritime: essai d'évaluation*
9. *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge*
8. *Histoire du cabotage européen aux XVI^e-XIX^e siècles*
7. *Les Constructions navales dans l'histoire*
6. *Les Français dans le Pacifique*
5. *La Marine marchande française de 1850 à 2000*
4. *Rivalités maritimes européennes (XVI^e-XIX^e siècle)*
- 2-3. *L'Histoire maritime à l'Époque moderne*
1. *La Percée de l'Europe sur les océans vers 1690-vers 1790*